

## **Plaidoirie contre l'emprisonnement à vie pour raison politique, pour une liberté effective d'opinion politique.**

*« Il a des convictions politiques intactes et très solides ».*

Cet homme pour qui nous prenons la parole aujourd'hui, quoique libérable depuis 1999, cet homme-là reste en prison parce que *« ses convictions sont restées les mêmes »*.

Ces convictions, quelles sont-elles ? Elles sont celles d'un homme, jeune, à l'époque, dont le pays était agressé militairement par un autre pays. Elles sont celles d'un résistant communiste, comme tant de celles et ceux qui firent la libération de notre pays contre l'occupant nazi. L'homme en question était, est toujours, un enfant de cet « âge des extrêmes », de ce 20<sup>ème</sup> siècle plein de bruit et de fureur.

29 ans de réclusion. 29 ans derrière les barreaux.

*« Ses convictions sont restées les mêmes »*. Pourquoi des convictions, quelles qu'elles soient, devraient-elles changer en prison ? Qu'est-ce que cela peut bien faire, que ses convictions, à cet homme-là, soient restées les mêmes ?

Est-ce aux USA que cet homme est gardé, dans ce pays dénoncé presque chaque année à ce même concours ? Non. Ce n'est pas au pays qui a exécuté Troy Davis que cela se déroule, mais en France.

Dans notre enfer carcéral, depuis 29 ans, il y a un homme, un combattant, Libanais, qui, malgré tout ce qui lui est infligé, se tient droit et continue de résister. Un homme que ni la grande démocratie française ni l'empire états-unien n'ont pu parvenir à briser malgré leur acharnement à le faire, un homme qui n'a jamais baissé la tête et qui a toujours refusé de se renier.

Ces convictions qui n'ont pas varié d'un iota en 29 ans de réclusion, quelles sont-elles ? Elles sont assez simples, finalement : *« Partout où l'on voit fleurir l'espoir et la dignité, s'affiche en arrière plan le long parcours de la Résistance. Résister et toujours résister jusqu'au changement des rapports de forces »*.

Est-ce tout ? Non, ce n'est pas exactement tout.

Car de l'homme qui s'exprime ainsi, de cet homme dont je veux aujourd'hui plaider la cause, de cet homme qui n'a même pas choisi ses ennemis – puisque ce sont eux qui se sont donnés à lui –, il est dit la chose suivante : *«... la force intacte de ses convictions anti-impérialistes, pourrait, si le contexte politique s'y prêtait, le pousser à se comporter en activiste résolu et implacable »*. Les ennemis de cet homme, ceux qu'il combat depuis toujours parce qu'ils agressent son pays, sa terre natale... ce sont les USA, Israël et la France, notamment.

Et cet homme, c'est Georges Ibrahim Abdallah.

De cet homme-là, dont la vraie parole est toujours travestie, dont tout a été fait pour que son nom seul nous brûle les lèvres et les yeux, puisque c'est un « terroriste », je vais plaider la cause, parce qu'il le faut, pour nous tous d'abord, autant que pour lui. Car il s'agit aussi de

nous sauver nous en le libérant lui. Puisque celui qui opprime ses semblables ne peut pas être libre.

Parce que 29 ans d'emprisonnement, c'est trop. Parce que non content d'avoir occupé, colonisé, armé les agresseurs de son pays, le gouvernement français le maintient incarcéré sur ordre des USA, n'hésitant pas à violer la Justice, alors même que personnel pénitentiaire, psychiatres, magistrats...ont souligné à maintes reprises qu'il pouvait être réhabilité.

Parce-que cette peine de mort civile est révoltante, que cette double peine doit être combattue, a fortiori quand, hypocritement, l'Etat se cache derrière le droit commun pour se venger. Parce qu'il suffit que de telles choses se passent en France pour que nous soyons nombreux à avoir non seulement le droit mais encore le devoir, de défendre cet homme, puni et libérable depuis 1999.

Parce que maintenir ainsi un homme en prison pour le contraindre à mettre les genoux à terre, à baisser la tête devant des puissances dont les actes de politique étrangère déshonorent quotidiennement l'humanité de l'homme, est un comportement indigne d'un pays se revendiquant partout être une démocratie.

Il n'est nulle part écrit dans notre Code pénal que le communisme, la résistance nationale pour la libre détermination d'un peuple, la lutte contre la colonisation... seraient des délits ou des crimes. Et c'est tant mieux.

D'aucuns, fustigent à longueur de pages ce qu'ils appellent la « haine de soi » et la « repentance », ils aimeraient que la colonisation soit reconnue dans les livres d'histoire comme une œuvre bienfaitrice pour l'humanité, que l'on parle de ses aspects « positifs ». Il se trouve que ce n'est pas le cas. Et c'est tant mieux aussi.

Quand le clan qui a pris possession du gouvernement se met au service d'une bourgeoisie étrangère mais ne peut pas dire « le communisme, la résistance, sont des crimes » il dit, quand il en a la latitude, que ceux qui se battent contre lui pour le droit des peuples à se gouverner souverainement, que ceux qui refusent que leurs mères, leurs sœurs, soient violées, battues sous leurs yeux, ceux qui refusent que leurs pères, leurs frères soient emprisonnés, dépossédés de leurs terres, de leur bétail, de leur littoral... sont des terroristes.

Et même s'ils ne le sont pas, il faut qu'ils y ressemblent le plus possible. « Calomniez, il en restera toujours quelque-chose... ». Dans cette accusation terrible de terrorisme, le droit même à la Politique, cette essence de l'homme, ce dont Aristote disait que cela nous distingue des autres animaux, est dénié ; le « terroriste » redevient une bête. La sidération, dans la menace, le refus de reconnaître son adversaire et la volonté farouche de le nier, jusqu'au bout, frappent l'auditeur. Pas de « résistant », pas de « militant »... non ! Un « terroriste ». A peine un homme. Difficilement notre semblable. Surtout pas notre égal.

Un mot arrosé d'images sanglantes, souvent sans lien aucun avec la personne, qui ne sont que des « illustrations », mais qui s'en soucie alors ?

« Vae Victis ». L'historiographie officielle n'est jamais celle des vaincus. C'est pour cela qu'elle ne doit pas servir à dire le Droit.

Dans le cas d'Abdallah, on ne parle pas d'enfants criblés des bombes au phosphore telles que celles qu'utilisa Israël à Gaza. Ni de mères de familles décapitées par des bombes à

fragmentation comme celles qui « tapissèrent » le Liban, ni de substances chimiques comme utilisèrent les USA au Vietnam. Non. Il s'agit de militaires, de policiers, d'agents des services secrets. Non pas que leurs vies valaient moins, ni aux yeux des hommes ni aux yeux des dieux. Mais, disons que ces personnes avaient fait un choix de vie particulier, en connaissance de cause, ce qui ne fut certes pas le cas des malheureux massacrés à Sabra et Chatila.

Mais, « peu importe », l'amalgame propagé à l'échelle mondiale est aussi l'arme des agresseurs. Et cet amalgame va jusqu'à confondre convictions et action.

« Liberté- Egalité- Fraternité » lit-on au fronton de nos tribunaux. Mais pas pour lui, le « terroriste ». Le monstre. Il ne mérite qu'un procès d'intention, une justice d'exception. Pour le monstre, une Justice défigurée par la monstruosité du parti-pris politique et de la vengeance d'État. Une Justice écartelée par la présence des USA comme partie civile. Une Justice travestie, avec un ex-avocat de la défense qui se révéla être de la DST (que dirait-on aujourd'hui d'une telle chose?)

L'accusation de terrorisme, ce fourre-tout dans lequel on peut mettre et des loups, et des choux, et des chèvres ensemble pour leur faire traverser le Rubicon, vient masquer le cruel hiatus entre la réalité des uns et la volonté politique des autres.

En cela, les méthodes n'ont pas changé. En France, le succès de cette « ficelle » ne fut jamais démenti depuis sa découverte, de l'Affiche Rouge à Tarnac. L'accusation de terrorisme sert à tout, mais elle sert d'abord à terroriser intellectuellement celui qui l'entend ; elle sert à sidérer, à empêcher de réfléchir. C'est une bombe intellectuelle assourdissante, une arme psychologique non létale dans la guerre que se livrent colonisateurs et colonisés, exploiters et exploités.

Mais même la plus belle fille du monde ne donne que ce qu'elle a, et il se trouve que, de façon ironique, l'accusation de terrorisme dévoile bien plus qu'elle ne le cache le caractère éminemment politique des termes qui s'affrontent alors de chaque côté de la barre.

C'est une lame à double tranchant. Elle dépouille l'État de sa neutralité, de son objectivité.

De cela aussi Abdallah témoigne. Car cet homme n'a jamais cessé de réfléchir à la lutte des classes, et c'est peut-être cela son plus grand crime. Du fond de sa cellule, il continue à dénoncer, à interpeller, à manifester sa solidarité.

En 2009, Georges Abdallah, jamais dupe - jamais dupe parce que la lourdeur de nos autorités dans ses accusations répétées, écrites, ne lui laissera jamais le loisir de l'être, parce que l'obstination de notre pays à lui rappeler qu'il était maintenu en prison pour des raisons politiques ne le laissera jamais oublier -, résumera ainsi la chose: *« donc, camarades, les convictions anti-capitalistes constituent des charges suffisantes, des preuves irréfutables justifiant le maintien des révolutionnaires en prison à vie. »*

Dans un pays où pourtant le prisonnier politique n'existe pas, la France, se laissant ainsi dicter sa loi comme un dominion, malgré l'avertissement du Procureur (« *n'écoutez pas la voix des USA* »), maintient depuis 29 ans Georges Abdallah en prison. Depuis 1999, la France refuse de le libérer, même s'il rentrait au Liban, prêt à l'accueillir.

Pourtant, en 2003, le Tribunal de Pau avait décidé que Georges Abdallah pouvait enfin bénéficier de la libération conditionnelle qu'il peut espérer depuis 1999. Rapidement rappelé à l'ordre par un gouvernement qui s'était fait tirer les oreilles par l'Oncle Sam, le système se remit à fonctionner, et Abdallah resta en prison, où il est toujours à l'heure actuelle. On lui fit subir de nouveaux tests, on voulut effectuer un nouveau prélèvement ADN...

L'essentiel était sauf, l'homme qui ne voulait pas baisser la tête devant l'aigle impérial américain restait enfermé à Lannemezan.

Récemment, l'ex-Préfet Bonnet se mit à faire des révélations, de plus en plus claires : Georges Abdallah (qui a toujours refusé de répondre à ses accusateurs) fut victime de l'État français. Plus ses déclarations se succèdent, plus on s'interroge, même si on ne le voulait pas. Et si Abdallah était maintenu en prison de manière injuste depuis 29 ans (et 29 ans en prison, il faut essayer de vous figurer ce que cela signifie) ?

S'il était innocent ?

« *Ses convictions sont restées les mêmes* ». Ce constat, (qui pourrait finalement, être tout à l'honneur de cet homme, en ces temps terribles où les renoncements succèdent aux reniements à la vitesse des connexions Internet), peut-il, à lui seul servir à refuser encore, à un homme dont la culpabilité même commence à être mise en doute, le droit de retourner finir ses jours dans son pays, avec ses convictions intactes pour tout viatique ?

Il faut briser ici, non sans insister sur l'actualité de cette plaidoirie. Le Tribunal qui doit statuer sur la 9ème demande de libération déposée pour Georges le 24 janvier 2012 rendra son verdict le 21 novembre 2012.

Rendre, enfin, à Georges Abdallah, un peu de ces droits dont l'homme qu'il est est titulaire, au même titre que nous tous, serait non seulement une mesure de justice à son égard, mais encore, un geste politique fort qui atténuerait la honte dont notre pays se couvre depuis 15 ans, en obéissant servilement au diktat des USA.